

Le logement, une urgence et un droit : Rendre le droit au logement opposable

Un Constat alarmant

L'urgence est là. La France compte plus de 3 millions de personnes sans logement, ou mal logées. Près de 86.000 sont sans domicile fixe, 780.000 vivent dans un habitat précaire, 610.000 en situation de surpeuplement, 100.000 sont dans des campings. A Paris, en 2005, 3 incendies de bâtiments vétustes, ont fait plus de 50 morts. 1,3 million de ménages attendent un logement social.

Les prix de l'immobilier, et des loyers atteignent des niveaux records, incompatibles avec les ressources de beaucoup. Le nombre des expulsions locatives ne cesse d'augmenter.

Le manque de logements accessibles à tous est l'un des problèmes majeurs de notre société.

Il faut un immense effort de production de logements, en priorité de logements sociaux intégrés au cœur des communes et des agglomérations.

Les politiques qui se succèdent disent vouloir rattraper le retard, mais elles ne répondent pas aux besoins des ménages mal logés, ou sans logements.

Face à cette situation, les inquiétudes grandissent.

Le droit au logement opposable, une obligation de résultat

Habiter un logement digne est un droit fondamental et chacun doit pouvoir le faire reconnaître, comme pour l'éducation et l'accès aux soins.

Le droit au logement doit être effectif pour tous et donc être rendu « opposable ».

Depuis 2002, le HAUT COMITE POUR LE LOGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES a largement montré le bien-fondé du droit au logement opposable et décrit les étapes de sa mise en œuvre.

En 2004, le CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL s'est prononcé pour qu'une loi en ce sens, soit adoptée :

L'Etat est le garant du droit au logement.

Il peut déléguer sa mise en œuvre à des collectivités territoriales :

- *Une évaluation permanente et publique, des besoins quantitatifs et qualitatifs en logements, au niveau national, régional et local, est menée. Elle*

fixe les objectifs à atteindre pour satisfaire ces besoins.

- *L'Etat garantit la réalisation de ces objectifs par la loi, le financement et son impulsion.*
- *L'Etat et les collectivités territoriales délégataires ont l'obligation de réaliser ces objectifs par tous les moyens appropriés, dans un délai donné.*
- *Un recours à deux niveaux est créé, ouvert à toute personne en situation de mal logement :*
 1. *Un recours amiable, auprès d'une commission locale indépendante que chacun peut saisir, directement, à tout moment. Elle est chargée d'examiner la situation du demandeur et de lui trouver, en liaison avec le ou les responsables désignés du logement et dans un délai approprié, une solution de logement adaptée à ses besoins.*
 2. *Un recours juridictionnel, devant le tribunal administratif, qui peut obliger, sous astreinte, la ou les collectivités responsables à fournir un logement au demandeur.*
L'Etat pourra être appelé dans la cause, si cette ou ces collectivités considèrent qu'il ne lui (leur) a pas donné les moyens nécessaires à remplir sa (leur) mission.

Une réalisation progressive en 5 ans

La mise en œuvre du droit au logement opposable nécessite un plan :

- s'échelonnant sur plusieurs années,
- mobilisant l'ensemble des acteurs du logement.
- décrivant les mesures appropriées
- et donnant la priorité aux catégories sociales vulnérables, premières victimes du déficit de logements.

Un enjeu majeur des prochaines échéances électorales

Un tel plan a un coût, mais le mal logement a aussi un coût humain, économique et social encore plus élevé. Rendre le droit au logement opposable, c'est contribuer à la santé, l'éducation, l'emploi, l'activité économique et la citoyenneté.

Parce que le logement est au cœur de la cohésion sociale, il doit être un enjeu majeur des échéances électorales de 2007 et 2008.

Le 25 novembre 2006

Signataires : AIDES ; AMICALE DU NID ; ASSOCIATION COLLECTIF LIBERTE EGALITE FRATERNITE ENSEMBLE UNIS ; ASSOCIATION DES FAMILLES VICTIMES DU SATURNISME ; ASSOCIATION EMMAÛS ; ASSOCIATION NATIONALE DES GENS DU VOYAGE CATHOLIQUES ; ATD QUART MONDE ; ATTAC FRANCE ; COMMUNAUTE MISSION DE FRANCE ; CONFEDERATION GENERALE DU LOGEMENT ; DROIT AU LOGEMENT ; DROITS DEVANT ; FAMILLES DE FRANCE (PAYS DE LAGNY) ; FEDERATION DES ASSOCIATIONS DE PROMOTION ET D'INSERTION PAR LE LOGEMENT ; FEDERATION DE L'ENTRAIDE PROTESTANTE ; FEDERATION HABITAT ET HUMANISME ; FEDERATION NATIONALE DES ASSOCIATIONS D'ACCUEIL ET DE REINSERTION SOCIALE ; FEDERATION NATIONALE DES CENTRES PACT ARIM ; FONDATION ABBE PIERRE ; FORMATION INTERVENTION RECHERCHE SIDA TOXICOMANIES ; FRANCE TERRE D'ASILE ; GRISOLIDIS ; LE SECOURS CATHOLIQUE ; LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ; MEDECINS DU MONDE ; MOUVEMENT NATIONAL DU CRI ; RESEAU SOLIDAIRE ET CITOYEN ; SAFE ; SOLIDARITE MIGRANTS OISE ; SOLIDARITE NOUVELLE POUR LE LOGEMENT (91) ; SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE ; UN LOGEMENT POUR TOUS A BOULOGNE (92) ;

Comité de coordination :

ATD Quart Monde **Olivier Nodé-Langlois** : 06 82 84 75 65 olivier.nodelanglois@wanadoo.fr

Droit Au Logement **Jean-Baptiste Eyraud** : 01 42 78 20 76 dal@globenet.org

FAPIL **Jean-Michel David** : 01 48 05 05 75 contact@fapil.net

Ligue des Droits de l'Homme **Pierre Barge** : 01 56 55 51 07 ldhlogement@ldh-france.org